

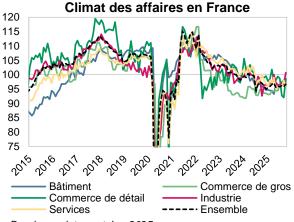
Perspectives

N°25/299 – 27 octobre 2025

FRANCE – Légère embellie du climat des affaires et de la confiance des ménages en octobre

Le climat des affaires a légèrement augmenté en octobre, après des mois de stagnation. Cette amélioration est tirée par l'industrie – et surtout les « autres matériels de transport » – et, dans une moindre mesure, par le commerce de détail et le commerce et la réparation automobiles. À l'inverse, le climat des affaires s'est replié en octobre dans les services et dans l'industrie du bâtiment. La confiance des ménages a, quant à elle, augmenté pour le deuxième mois consécutif, retrouvant un niveau qui n'avait pas été atteint depuis avril. Les craintes liées au chômage sont en reflux, les jugements relatifs aux perspectives financières personnelles et de niveau de vie en France s'améliorent de nouveau, et le solde d'opinion sur l'opportunité d'épargner atteint un nouveau record.

D'après la publication de l'Insee du jeudi 23 octobre, le climat des affaires a augmenté d'un point en octobre, après cinq mois de stagnation. Il a ainsi atteint 97, un niveau toujours légèrement inférieur à sa moyenne de longue période (100), et compatible avec une croissance modérée de l'activité. L'embellie est très nette pour le commerce de détail et le commerce et la réparation automobiles : le climat des affaires y a gagné 7 points, s'établissant à 99 en octobre, soit son niveau de juillet, juste en dessous de sa moyenne historique. Elle est également notable dans l'industrie, où le climat des affaires a augmenté de 4 points, dépassant sa moyenne de long terme pour la première fois depuis avril 2024, à 101. Le climat des affaires a, en revanche, diminué de deux points à la fois dans les



Derniers points : octobre 2025 Sources : Insee, Crédit Agricole S.A./ECO

services et dans l'industrie du bâtiment en octobre, où il s'est établi pour chacun de ces secteurs à 96, s'éloignant un peu plus de sa moyenne de longue période.

L'amélioration du climat des affaires est particulièrement marquée dans le commerce et la réparation d'automobiles, où il a rejoint sa moyenne de longue période en octobre (+9 points, à 100). La hausse est moins importante pour le commerce de détail hors automobile (+3 points, à 97). Cette embellie du climat des affaires dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobiles résulte globalement d'une hausse du solde d'opinion¹ relatif aux intentions de commande, ainsi que dans une moindre mesure du rebond de celui portant sur les perspectives générales d'activité.

Dans l'industrie, le climat des affaires s'est fortement amélioré dans les matériels de transport en octobre (+11 points), où il a nettement dépassé sa moyenne historique, à 110. C'est tout particulièrement le cas pour la fabrication d'autres matériels de transport (+15 points, à 117), alors que dans l'automobile, la hausse est plus modérée (+3 points) et le climat des affaires est resté un peu en dessous de sa moyenne de long terme (à 98). Au sein des autres sous-secteurs de l'industrie manufacturière, le climat des affaires

¹ Un solde d'opinion est la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative.





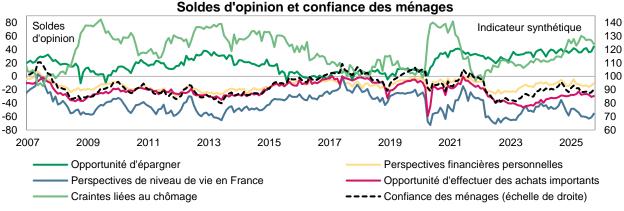
a augmenté légèrement dans les biens d'équipement (+2 points, à 104) et les « autres industries » (+1 point, à 96). Il a, en revanche, diminué sensiblement dans l'industrie agro-alimentaire (-6 points), où il s'est établi nettement en dessous de sa moyenne de longue période, à 91. Dans l'ensemble de l'industrie, l'embellie du climat des affaires a été portée par la poursuite de l'amélioration du solde d'opinion concernant les perspectives personnelles de production (à son plus haut niveau depuis février 2022), et le rebond de celui sur les perspectives de carnets de commande (à un niveau inobservé depuis mars 2024).

Dans les services, outre la baisse des soldes associés à l'activité et à la demande prévues, le constat majeur est la forte hausse de l'incertitude économique ressentie en octobre : le solde d'opinion a atteint 17 (+5 points, après +5 points), soit son plus haut niveau depuis avril 2023. En comparaison, le solde sur l'incertitude économique ressentie est certes plus élevé en valeur absolue dans l'industrie (à 31), mais il est resté stable en octobre, à un niveau proche de sa moyenne (calculée depuis avril 2021).

Dans l'industrie du bâtiment, le repli du climat des affaires est lié à la dégradation des jugements sur l'activité (passée et prévue) ainsi que sur les carnets de commandes.

L'amélioration du climat de l'emploi en octobre (+3 points) est tirée par le rebond du solde sur les effectifs prévus dans les services (hors intérim), et ce malgré la baisse du climat des affaires dans les services. À 96, le climat de l'emploi est ainsi resté inférieur à sa moyenne de longue période (ce qui est le cas depuis juillet 2024), mais il a retrouvé son niveau de juillet 2025.

La confiance des ménages a légèrement augmenté, elle aussi, en octobre, à 90 (+2 points, après +1 point en septembre), d'après la publication de l'Insee du vendredi 24 octobre. Elle est certes restée sensiblement inférieure à sa moyenne de longue période (100), mais le mouvement de baisse enclenché depuis mai est bien inversé depuis septembre.



Derniers points : octobre 2025

Sources : Insee, Crédit Agricole S.A./ECO

Parmi les mouvements notables, le solde d'opinion des ménages sur leur situation financière personnelle future (+3 points, après +2 points) et celui sur le niveau de vie futur en France (+5 points, après +2 points) ont augmenté significativement pour le deuxième mois consécutif. Le solde sur les opportunités d'effectuer des achats importants dans le contexte économique actuel a, pour sa part, rebondi (+2 points, après -4 points). Les jugements des ménages relatifs à leur capacité d'épargne actuelle (+3 points pour le solde, après +2 points) et future (+2 points, après +3 points) se sont par ailleurs améliorés de nouveau, les soldes correspondants étant bien supérieurs à leur moyenne de longue période. Les ménages étaient en outre encore plus nombreux en octobre à juger opportun d'épargner : le solde d'opinion a gagné 7 points (après +1 point en septembre) et a atteint un nouveau record historique. Enfin, les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage ont de nouveau reflué (-6 points, après -1 point), même si le solde correspondant est resté très supérieur à sa moyenne de long terme.





✓ Notre opinion – La légère hausse du climat des affaires en octobre contraste avec le repli de l'indice des directeurs d'achat PMI composite (de S&P Global), à 46,8 en octobre (estimation flash, après 48,1 en septembre). Ce niveau, sous le seuil de retournement « théorique » de l'activité (50) est le plus bas observé depuis février 2025 (la croissance avait pourtant été positive au premier trimestre…). Toutefois, le seuil de retournement empirique de l'activité se situerait plutôt autour de 45 pour le PMI composite². Surtout, dans un contexte d'hétérogénéité forte entre secteurs d'activité, il est utile de rappeler que les indicateurs les plus robustes sont ceux de la Banque de France et de l'Insee³, en raison en particulier de la taille respective des échantillons (l'Insee interroge plus de quinze fois plus d'entreprises que S&P, la Banque de France plus de huit fois plus…). L'indice PMI se révèle finalement peu pertinent pour le suivi de l'économie française.

L'amélioration du climat des affaires et de la confiance des ménages en octobre est une bonne nouvelle pour l'économie française. L'opinion des agents privés est ainsi moins dégradée au début du quatrième trimestre, à la veille d'événements révélant de nouveau l'instabilité politique et l'incertitude quant à la trajectoire de réduction du déficit public (une part importante des réponses ayant a priori été collectées avant la démission du premier gouvernement Lecornu, le 6 octobre). Par ailleurs, le niveau élevé des soldes d'opinion relatifs à la capacité d'épargne des ménages et à l'opportunité d'épargner sous-tendent que les ménages devraient pouvoir contribuer au redressement budgétaire. Alors que le projet de loi de finances pour 2026 est actuellement débattu à l'Assemblée nationale, rappelons que l'excès d'épargne est principalement détenu par les retraités⁴. Une contribution plus importante de cette partie de la population (du moins les plus aisés d'entre eux) est justifiée : elle aurait un effet récessif moindre sur l'activité économique, et contribuerait en outre à l'équité entre les générations, alors que les actifs seront eux aussi mis à contribution.

Article publié le 24 octobre 2025 dans notre hebdomadaire Monde - L'actualité de la semaine

Voir l'éclairage de l'Insee de juin 2025 : Éclairage – En 2024, les revenus des retraités clients de La Banque Postale ont fortement augmenté mais leur consommation n'a pas suivi, ce qui contribuerait aux deux tiers de la hausse du taux d'épargne – L'épargne des ménages au sommet | Insee



N° 25/299 - 27 octobre 2025

² Cf. <u>Document de Travail de la DG Trésor n° 2023/2 (Octobre 2023), « Guide pratique des enquêtes de conjoncture & protocole de prévision en temps réel ».</u>

³ Voir en particulier le billet de blog de l'Insee d'avril 2024 : <u>Les enquêtes de conjoncture se valent-elles toutes ?</u> (la réponse étant évidemment non).



Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
24/10/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
24/10/2025	Mexique – Dans l'espoir d'un accord commercial, une attente moins coûteuse qu'attendu	Amérique latine
23/10/2025	Au Maroc, la jeunesse politisée force le pays à faire face à ses contradictions	Afrique et Moyen- Orient
23/10/2025	Italie – Le budget de la paix gouvernementale ?	Italie
22/10/2025	Royaume-Uni – Le marché du travail continue de se détendre lentement	Royaume-Uni
21/10/2025	France – Nouvelle baisse des émissions de GES et de l'empreinte carbone en 2024	France
20/10/2025	Europe – Scénario 2025-2026 : des vents contraires se calment, d'autres se lèvent	Europe
17/10/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
16/10/2025	Colombie – Le risque de voir sa réputation ternie	Amérique latine
16/10/2025	Donald Trump et ses banquiers	États-Unis
14/10/2025	Égypte – Le FMI à l'assaut des subventions ; à tort ou à raison ?	Moyen-Orient
13/10/2025	Zone euro – Une nouvelle hausse du taux d'épargne et une nouvelle baisse du taux de marge	Zone euro
10/10/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
09/10/2025	Brésil – Ralentissement, désinflation et ajustement fiscal, tout est plus lent que prévu ou désiré	Amérique latine
08/10/2025	Grèce – L'investissement soutient l'activité	Zone euro
07/10/2025	Royaume-Uni – Premier du G7 ? Pas vraiment !	Royaume-Uni
07/10/2025	France – La consommation des ménages en biens reste atone, malgré la faiblesse de l'inflation	France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation: Elisabeth Serreau – **Statistiques**: DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty Contact : <u>publication.eco@credit-agricole-sa.fr</u>

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet: https://etudes-economiques.credit-agricole.com/ iPad: application <u>Etudes ECO</u> disponible sur App store Android: application <u>Etudes ECO</u> disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.

